



Alain Lamassoure : « Sur l'Europe, les positions de Bellamy et Macron sont très voisines »



ENTRETIEN. Bellamy, Macron, immigration... Avant de quitter Strasbourg, l'eurodéputé dresse le bilan de son expérience et distribue bons et mauvais points. **PAR [EMMANUEL BERRETTA](#)**

Le Point

[Alain Lamassoure](#), l'un des eurodéputés français les plus respectés à Strasbourg, va tirer sa révérence. À 75 ans, ce centriste proche de VGE qui a été deux fois ministre, député, eurodéputé, nous fait profiter de sa connaissance intime des allées du Parlement européen qu'il fréquente depuis juin 1989. Opposé à la ligne Wauquiez, il a quitté Les Républicains mais est demeuré au PPE (les démocrates chrétiens). Comme il le dit lui-même, en tant qu'eurodéputé, il considère qu'il a eu plus de pouvoir que bien des ministres français. Grand entretien.

Le Point : Vous avez récemment célébré votre départ du Parlement européen lors d'une fête commune avec Pervenche Bérès, une eurodéputée socialiste. À l'Assemblée nationale, cette confraternité finale eût-elle été possible ?

Alain Lamassoure : Hélas non ! Valéry Giscard d'Estaing a constaté un jour : « La France est en guerre civile froide. » Donc, on se croit obligé de se traiter non en concurrents politiques, mais en ennemis. Dans cette campagne européenne, les deux partis politiques qui ont des programmes européens assez complets et conséquents sont La République en marche et Les Républicains. Sauf que François-Xavier Bellamy, qui a l'avantage d'être un philosophe et d'élever le débat, se croit obligé de dire, après chacune des propositions qu'il fait, que c'est le contraire de ce que propose Macron. En vérité, sur quasiment tous les grands sujets, leurs positions sont très voisines. Mais voilà, on antagonise même artificiellement...

Bellamy est-il un choix judicieux ? Pensez-vous qu'il fera son chemin au Parlement de Strasbourg ?

Il a le mérite de donner une bonne image à un parti qui en avait bien besoin. Pour la campagne électorale, on verra aux résultats. S'agissant du Parlement européen, je crains qu'il ait du mal à y trouver une place utile. Il y faut des juristes, des diplomates, des femmes et des hommes rompus à la négociation politique. Dans quelle commission va siéger Bellamy ? La commission des Affaires étrangères ? Son rôle législatif est inexistant. La commission des Libertés ? Ce n'est pas un lieu de discours, elle examine des textes extraordinairement précis et juridiques sur le droit d'asile, le contrôle des frontières, la protection des données personnelles... Notre plus grand philosophe de l'après-guerre, Raymond Aron, avait eu la sagesse de renoncer à la tentation de la politique.

Lire aussi François-Xavier Bellamy, l'homme qui réveille la droite

N'avez-vous pas été déçu par la liste LREM lorsqu'elle a été dévoilée ?

J'ai assisté avec plaisir au premier meeting de campagne. Nathalie Loiseau s'est imposée d'emblée comme chef d'équipe, et elle a une parfaite maîtrise des sujets. Une très bonne idée, c'est le duo formé par l'écologiste Pascal Canfin et le président des Jeunes Agriculteurs, Jérémy Decerle : réconcilier l'écologie et l'agriculture, c'est ce qu'on aurait dû faire depuis trente ans. La Strasbourgeoise Fabienne Keller est à sa place. Il y a quelques sortants solides. Pour le reste, j'ai l'impression qu'ils ont procédé comme il y a deux ans pour les législatives en puisant dans la société civile des personnalités très intéressantes, mais sans expérience européenne et, pour certains d'entre eux, sans expérience politique. Si mon avis avait été sollicité, j'aurais recommandé qu'il y ait davantage de candidats expérimentés. Les dossiers s'apprennent vite, mais ce microcosme complexe composé de centaines de députés issus de 27 pays et parlant 24 langues ne se maîtrise qu'avec l'expérience. Il faudrait fonctionner comme la CDU-CSU allemande, qui veille à équilibrer le savoir-faire des anciens et la capacité d'innovation des nouveaux : leurs candidats savent déjà où ils vont siéger dans le nouveau Parlement et leurs leaders commencent même à négocier les postes-clefs avec les autres groupes.

Alain Lamassoure au Parlement européen.

La CDU-CSU négocie déjà avec les autres groupes, dites-vous... ?

Oui, je l'ai appris à mes dépens il y a cinq ans. Vous me direz, j'ai mis du temps à apprendre... Lorsqu'en tant que doyen de l'UMP, les Français m'ont demandé de présider la délégation à titre provisoire au moment des négociations internes au groupe PPE et avec les autres groupes politiques, je me suis rendu compte qu'un certain nombre de négociations avaient déjà eu lieu, facilitées par la grande coalition en Allemagne. Donc, la négociation entre les sociaux-démocrates européens et les chrétiens-démocrates du PPE, elle se faisait à Berlin. Et c'est ainsi que Martin Schulz a négocié qu'il restait président du Parlement. Avec Manfred Weber du PPE, ils se sont répartis les grandes commissions. Je me suis aussi aperçu que Manfred Weber avait déjà négocié, avant les élections, avec les conservateurs britanniques qu'ils auraient la sous-commission de la Défense, alors que nous avons le meilleur candidat avec le président sortant, Arnaud Danjean. Les jeux étaient déjà faits, et je n'y pouvais plus rien.

L'erreur initiale de Macron n'est-elle pas d'avoir tourné le dos au PPE alors qu'à l'intérieur, l'influence française en aurait été redoublée avec celle des LR ?

Je n'ai jamais eu accès au président Macron, mais, dès le lendemain de son élection, j'ai conseillé à ses plus proches conseillers de faire adhérer La République en marche au PPE. J'ai fait la même démarche auprès des dirigeants de cette famille politique, le président du parti, Joseph Daul, le président du groupe parlementaire, Manfred Weber, et le président de la Commission, Jean-Claude Juncker, qui sont tous des amis. Le président Macron a eu ensuite deux tête-à-tête avec Joseph Daul, qui est certainement l'homme qui connaît le mieux toute cette machinerie. Il n'en est rien ressorti. Je le regrette : dans le prochain Parlement, comme dans les précédents, aucune majorité ne sera possible sans le PPE, et la colonne vertébrale de ce groupe restera la CDU-CSU, dont Emmanuel Macron a besoin pour booster le moteur franco-allemand.

Lire aussi Europe : les hauts et les bas des députés LR à Strasbourg

Est-ce que cette élection européenne est un tournant pour l'Union européenne ?

Je rejoins Giscard quand il disait récemment que ce ne serait pas une élection décisive, car, on le voit avec la Chambre des communes, ce n'est pas un Parlement qui peut prendre le leadership, la direction d'une politique. En revanche, il est nécessaire pour accompagner la politique proposée par l'exécutif. Le prochain Parlement sera plus fragmenté que les fois précédentes, cela va compliquer les choses, mais j'espère que ce ne sera pas paralysant. Le PPE devrait perdre une trentaine de sièges notamment dans les grands pays comme l'Allemagne, la France, l'Italie, l'Espagne. Les socialistes sont en chute libre dans pratiquement tous les pays européens sauf l'Espagne et le Royaume-Uni, mais nous espérons bien que le Royaume-Uni n'aura plus de députés, sans en être totalement sûr... Les socialistes et les démocrates-chrétiens n'atteindront donc plus à eux deux la majorité nécessaire, soit 353 sièges dans le prochain Parlement de 705 membres.

C'est donc là que les libéraux de l'Alde sont indispensables...

Oui, mais Alde est un groupe structurellement divisé entre les très fédéralistes comme le Belge Guy Verhofstadt et les très libéraux, notamment les Néerlandais et Scandinaves, tellement libéraux qu'ils n'aiment pas l'État, ni la bureaucratie européenne, ni la Commission européenne, ni l'UE et finissent dans l'euroscepticisme ! Il faudra donc probablement le renfort d'un quatrième groupe et je ne vois pas qui cela pourrait être sinon les Verts.

Faire fonctionner cette alliance à quatre, c'est possible ?

C'est possible, car lorsque vous récapitulez les grands textes qu'on a votés pendant cette législature, ces quatre groupes se sont assez souvent retrouvés, mais c'est évidemment plus difficile. C'est là le vrai point d'interrogation du prochain Parlement, bien plus que le danger d'une vague eurosceptique. On l'a vite oublié, mais les matamores eurosceptiques étaient déjà très nombreux dans le Parlement sortant, de l'ordre de 150. Ils devraient rester autour de 150, tout aussi divisés qu'avant. Car, par définition, les nationalistes sont quasiment divisés sur tous les sujets, sauf sur les invectives portées envers l'Union européenne. Et chacun, pour des raisons de prestige national, ne va pas vouloir céder le leadership...

Ma crainte pour l'avenir porte moins sur le Parlement que sur la volonté européenne du sommet, du Conseil européen. Est-ce que le résultat des élections européennes va avoir des conséquences sur Berlin ? Est-ce que cela va dégeler la grande coalition, paralysée depuis de longs mois ? Est-ce que Mme Merkel sera toujours là à la fin de l'année ? Et sinon, qui lui succède ? AKK ou un autre ? On n'en sait rien.

Enfin, il y a d'autres élections européennes importantes : en Espagne le 28 avril, en Belgique le jour des européennes, ensuite en Pologne, au Danemark. Quel sera le rapport des forces à la table du Conseil européen ?

Pourquoi le Conseil européen n'a-t-il pas été capable de surmonter ses divisions sur la politique migratoire ?

Parce que sur les vingt-sept États membres, sept sont dirigés par des gouvernements dans lesquels les extrêmes sont membres ou membres de la majorité parlementaire qui soutient le gouvernement. Dans les vingt autres, les gouvernements sont quand même très impressionnés, certains terrorisés, par l'extrême droite, même s'ils n'en ont pas besoin dans leur Parlement, et même s'ils la combattent. Et donc, ils abandonnent le sujet aux idées reçues que l'extrême droite a réussi à diffuser dans toute l'Europe, avec les effets additionnels de l'exode syrien de 2015 et des attentats islamistes. C'est ravageur. Sur le moment, en 2015, la seule personnalité européenne qui a osé être politiquement courageuse face à un drame humanitaire, c'est Angela Merkel. Elle en a été punie électoralement chez elle. Ça a évidemment refroidi les autres gouvernements, à la seule exception, jusqu'à une période récente, de l'Espagne. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, je crains qu'à son tour l'Espagne, après les élections, adopte aussi une position beaucoup plus frileuse. La manière

dont tout cela se traduit est la paralysie européenne. Ce serait moins gênant s'ils décidaient d'adopter tous ensemble une position européenne commune, éventuellement frileuse. Mais ils en sont restés au réflexe du cerveau reptilien consistant à se replier sur soi-même, chacun frileux dans son coin, et tous contradictoires.



Alain Lamassoure, Jean-Claude Juncker et Pierre Moscovici.

Qu'espérez-vous de la prochaine législature sur ces sujets régaliens ?

Qu'on transforme Europol en un FBI européen et qu'on transfère la plupart de nos douaniers et de nos policiers des frontières au niveau européen, ce qu'on aurait dû faire dès la création du marché commun. C'était évident il y a vingt ans, j'espère que cette évidence va redevenir actuelle. Nous n'aurons pas de maîtrise des flux migratoires tant qu'il n'y aura pas de policiers français, allemands, suédois à la frontière entre la Bulgarie et la Turquie (240 kilomètres, NDLR). Pourquoi voulez-vous qu'un policier bulgare fasse du zèle quand des Afghans passent, sachant que ces Afghans se dirigent vers l'Allemagne ou la Suède et ne restent pas en Bulgarie ? A fortiori si, au passage, il touche un « intéressement ».

L'Italie a, comme l'Espagne, voté contre le renforcement des gardes-côtes et gardes-frontières européens de Frontex...

Il faudra mettre Matteo Salvini devant ses contradictions. Il ne peut pas appeler au secours l'Union européenne pour qu'on le soulage du poids de l'immigration, mais refuser les gardes-frontières qu'on lui propose pour lui venir en aide. En outre, l'Italie n'harmonise pas les textes traitant ces sujets. Tous les migrants clandestins arrivent sans papiers. L'Europe a donc constitué un fichier, Eurodac, des empreintes digitales. Sauf que la loi italienne – et seule la loi italienne – interdit à un policier de prendre, sans son accord, les empreintes digitales d'un mineur. Difficile de distinguer parmi les innombrables candidats à l'immigration sans papiers en Italie s'ils ont 17 ou 25 ans. Comme par hasard, ils prétendent tous avoir 17 ans... Donc, pas d'empreintes digitales. Quand on a envoyé en renfort des agents de Frontex parce que la

police italienne était débordée, les Italiens ont rappelé aux agents de Frontex qu'ils n'avaient pas le droit de prendre les empreintes digitales... Tout cela est ridicule. Ce sont autant de sujets qu'il faut oser poser au niveau des chefs d'État et de gouvernement.

Lire notre reportage Avec les gardes-frontières de l'Europe

Macron a préféré défendre un budget de la zone euro...

Ça fait vingt ans que la zone euro vit sans budget, elle peut continuer de vivre sans budget propre. Par contre, ce qui est grave, c'est que l'Union européenne se contente d'un budget ridicule, alors même que les gouvernements nationaux lui attribuent des compétences de plus en plus nombreuses. Voilà vingt ans que le budget communautaire est scotché à 1 % de la richesse annuelle de l'Union, soit quarante fois moins que les budgets nationaux. On prétend faire une politique mondiale en la finançant avec des pourboires ! La France se bat pour maintenir le budget de la PAC, les pays d'Europe centrale et orientale se battent pour les fonds de cohésion, tout le monde dit qu'il faudrait prévoir de l'argent pour les problèmes nouveaux tels que la migration, la sécurité, et les dépenses d'avenir telles que la recherche et l'innovation, et les pays d'Europe du Nord veulent réduire leur contribution au financement du tout : comment fait-on ? Osons constater que ce budget est notoirement insuffisant, osons chercher des ressources qui ne pèsent pas sur les budgets nationaux, et apportons la preuve que l'action collective décidée ensemble permet de faire des économies au niveau national ! C'est le sujet sur lequel je travaille au Parlement depuis des années. La Commission a mis sur la table des propositions de nouvelles ressources propres il y a un an, il est grand temps que ce débat remonte au niveau des ministres des Finances et du Conseil européen.

Vous n'étiez pas très favorable à la taxe sur le chiffre d'affaires des géants du numérique, dite Gafa. Le projet, porté par la France, a échoué au Conseil Ecofin.

Prévisible ?

C'est un vrai sujet qui a été pris par le mauvais côté. La bonne solution est sur la table et on regarde ailleurs. On n'a jamais évoqué au niveau politique les travaux achevés par le groupe de travail sur le projet dit ACCIS consistant à harmoniser l'assiette de l'impôt sur les bénéfices des sociétés. Le Parlement a proposé d'enrichir ce projet en trouvant le moyen d'imposer les bénéfices – et non le chiffre d'affaires – des plateformes numériques. La Commission a reconnu que c'était la meilleure approche. Hélas ! Au lieu de se saisir de ce texte qui était mûr pour une décision politique après deux ans de préparation, les ministres des Finances ont préféré s'engager dans la voie sans issue d'une petite taxe indirecte, qui n'atteignait ni son but politique – la faire supporter financièrement par les Gafa – ni son objectif financier – rapporter des ressources substantielles. Partie seule la fleur au fusil, la France s'est retrouvée seule pour décider d'une taxe indirecte nationale, qui rapportera un pactole de 400 millions. La montagne accouche d'un souriceau, et on est passé à côté du vrai sujet, aussi important que populaire : l'harmonisation de la fiscalité de toutes les entreprises, de tous les secteurs – y compris le numérique, mais pas seulement – dans l'espace unique européen.

En quittant cet hémicycle européen, qu'est-ce que vous regretterez le plus ?

De ne plus avoir un rôle direct sur les décisions. Bien sûr, je continuerai à être actif en écrivant, en enseignant, etc., mais ce sera indirectement. Si j'ai choisi le Parlement européen après avoir été maire, conseiller régional, après avoir créé une communauté d'agglomération, après avoir été député à l'Assemblée nationale, deux fois ministre (Affaires européennes et Budget), c'est parce que j'ai réalisé que, sur les sujets les plus importants, les décisions se prennent au niveau communautaire et non plus au niveau national. Et c'est encore plus vrai aujourd'hui que lorsque je suis entré pour la première fois au Parlement européen en 1989. Un député européen qui travaille a, sur les décisions concrètes, une influence beaucoup plus grande que n'importe quel député national et même plus qu'au moins la moitié des ministres dans le système français. Comme député européen, j'ai fait des choses que je n'aurais jamais pu faire comme ministre français.

Par exemple, lesquels ?

Dès mes débuts, en 1990, j'étais rapporteur du budget européen de 1991. J'ai fait rejeter le budget par le Parlement européen. On a eu une négociation avec le Conseil des ministres européen, à l'époque sous la présidence française de Michel Charasse. J'ai posé comme condition qu'à côté des fonds régionaux traditionnels, on crée un fonds pour l'environnement. Ce fut le fonds Life, baptisé à partir de l'acronyme prosaïque Ligne de l'instrument financier pour l'environnement. J'en suis le père et, trente ans après, devenu Life+, il reste le fonds qui finance toutes les politiques européennes de l'environnement. Un ministre français qui aurait obtenu cela aurait été considéré comme le Jack Lang de l'écologie...

Autre exemple, vers la fin de mon mandat, j'ai été l'un des quatre fondateurs d'un organisme qui porte le joli nom d'Institut européen de la paix, dont nous avons fêté les cinq ans il y a quelques jours. À l'époque, nous étions quatre personnes qui, sans se consulter, avons eu la même idée en même temps. Il s'agissait de Franziska Brantner, une collègue écolo du Parlement européen, l'ancien ministre des Affaires étrangères suédois, Carl Bildt, le ministre finlandais Alexander Stubb et moi-même. L'idée était de valoriser et consolider le savoir-faire diplomatique unique des Européens en matière de médiation politique, de prévention des conflits, de reconstruction des États en faillite. Nous, Européens, en construisant un ensemble politique entre anciens ennemis héréditaires, nous avons acquis un savoir-faire unique dans l'art de réconcilier les peuples. Dès qu'il se passe quelque chose de grave dans le monde, les premiers sur le terrain, ce sont les Européens, qu'il s'agisse des « French Doctors », depuis les pionniers tels que Bernard Kouchner ou Claude Malhuret, des militaires sous le casque bleu de l'ONU, des diplomates chargés de la médiation... Et quand il faut ensuite reconstruire un État, on envoie des fonctionnaires européens, des juges européens, des policiers européens, etc. Notre idée, c'était d'organiser le retour d'expérience de ces praticiens de toutes origines. Il faut avoir un lieu où tous ceux qui sont allés sur le terrain se rencontrent, échangent sur des cas concrets et transmettent le savoir-faire de la médiation. Et ça marche ! Et à partir du Parlement européen, j'ai pu financer la création de cet Institut de la paix sans le soutien de Paris, ni de Berlin, ni de Londres.

